

# Table des matières

<b>Sommaire</b>	7
<b>La loi dite « vie privée » du 8 décembre 1992 : la transversalité en évolution</b>	9
Jean-Marc VAN GYSEGHEM	
Introduction	9
Section 1. La protection des données à caractère personnel en Europe	12
§ 1. La Convention européenne des droits de l'homme	12
§ 2. La Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel	15
§ 3. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	16
§ 4. La directive 95/46/CE relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données	18
§ 5. La directive européenne vie privée et communications électroniques	18
§ 6. La directive sur la rétention des données ( <i>data retention</i> )	21
Section 2. La protection des données à caractère personnel en Belgique	22
§ 1. Notions de base	23
§ 2. Principes de la loi « vie privée »	29
Conclusions	45
<b>Examen de la jurisprudence européenne récente en matière de droit à l'image des personnes physiques et d'image de marque des personnes morales</b>	47
Marc ISGOUR	
Introduction	47
Section 1. Rappel de quelques principes et notions	48
§ 1. Le rôle des textes internationaux et de la jurisprudence européenne	48
§ 2. Le droit à l'image et le « droit à la protection de l'image de marque » sont des droits de la personnalité	49
ANTHEMIS	149

§ 3. La méthode d'analyse de la Cour européenne des droits de l'homme	53
§ 4. La marge d'appréciation des États dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	56
Section 2. Le droit à l'image dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	58
§ 1. Les sources du droit à l'image et son lien avec la vie privée	58
§ 2. La notion de vie privée et de droit à l'image pour la Cour européenne des droits de l'homme	60
§ 3. Les sagas <i>von Hannover</i> ou l'origine de l'intérêt de la Cour européenne des droits de l'homme pour le droit à l'image	61
§ 4. L'autorisation du titulaire du droit à l'image face à certaines présomptions et au droit à l'information : le cas des personnes publiques et des lieux publics	64
§ 5. Les critères pertinents de la mise en balance du droit à la liberté d'expression et du droit au respect de la vie privée	68
§ 6. L'utilisation de l'image d'une personne comme moyen de preuve	77
§ 7. La question des dommages et intérêts en cas d'atteinte au droit à l'image d'une personne	78
Section 3. Le droit à l'image dans la jurisprudence des juridictions de l'Union européenne	80
§1. Introduction : fondement de la compétence des juridictions de l'Union européenne	80
§2. L'image des personnes recherchées	82
§3. La compétence judiciaire en cas d'atteinte à des droits de la personnalité au moyen de contenus mis en ligne sur un site internet	83
Section 4. L'image de marque des personnes morales	85
§ 1. Introduction	85
§ 2. La valeur de l'image de marque	85
§ 3. Les atteintes à l'image de marque d'une société dans la jurisprudence européenne	87
§ 4. La réparation des dommages résultant des atteintes à l'image de marque d'une personne morale	91
Conclusions	94
Bibliographie	95

---

<b>La vie privée du travailleur :</b>	
<b>questions choisies, regard critique</b>	99
Feyrouze OMRANI	
Introduction	99
Section 1. Le cadre juridique	100
§ 1. Le cadre juridique est pléthorique - panorama	100
§ 2. L'absence de régime légal spécifique et clair	115
Section 2. Le consentement du travailleur et certains outils de communication	125
§ 1. Le consentement du travailleur	125
§ 2. Applications pratiques	132
Conclusions générales	144
Bibliographie	144
Table des décisions citées	146